

AP n° 2026-APC-047-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
instaurant de nouvelles prescriptions applicables
dans le cadre de la surveillance environnementale
suite au dépôt d'un porter à connaissance**

**Établissements Jean et Guy ROUGHOL
1 rue Charles Cros
51000 Châlons-en-Champagne**

Le Préfet de la Marne

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des Installations classées pour la protection de l'environnement ;
Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des Installations classées pour la protection de l'environnement ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-A-176-IC du 16 juillet 2010 autorisant la société ROUGHOL à exploiter des installations en ZA des Escarnotières à Châlons-en-Champagne ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-APC-113-IC du 26 août 2016 portant renouvellement d'agrément de la société ROUGHOL située au 1 rue Charles Cros à Châlons-en-Champagne ;
Vu les modifications portées à la connaissance du Préfet par la société des Établissements Jean et Guy ROUGHOL le 19 mars 2024, complétées par courriels des 23 décembre 2024, 26 mai 2025, 16 septembre 2025 et 19 novembre 2025 ;
Vu le rapport de modélisation de flux thermiques de scénarios d'incendies transmis le 19 septembre 2025 ;
Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 8 janvier 2026 ;
Vu le courrier transmis à l'exploitant le 26 janvier 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
Vu l'absence d'observations, qui vaut accord tacite, de la part du demandeur.

Considérant que l'exploitant a établi une convention d'enlèvement avec un éco-organisme agréé le 5 janvier 2022 qui assure la gestion des DEEE (déchets des équipements électriques et électroniques) conformément aux articles R. 541-86 à R. 541-110 du Code de l'environnement. Ainsi, les DEEE collectés par la société des Établissements Jean et Guy ROUGHOL et remis à cet éco-organisme sont dépollués et démantelés puis recyclés et/ou valorisés ou éliminés dans des centres spécialisés ;

Considérant que le site dispose des installations nécessaires au regroupement des gros appareils électroménagers et des petits appareils électroménagers ;

Considérant que le site dispose des installations nécessaires à l'abri pour regrouper les batteries au plomb ;

Considérant que l'exploitant n'a effectué aucune demande d'aménagement aux arrêtés ministériels applicables ;

Considérant que le rapport de la modélisation de flux thermiques de scénarios d'incendies transmis le 16 septembre 2025 conclut qu'aucun flux ne sort du site pour l'ensemble des scénarios considérés, garantissant une maîtrise des risques externes.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRETE

Article 1 : Objet

La société des Établissements Jean et Guy ROUGHOL, dont le site d'exploitation est situé au 1 rue Charles Cros – 51000 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations en respectant, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du Préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Tableau des rubriques de la nomenclature des installations classées

Le tableau de classement de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-APC-113-IC du 26 août 2016 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. 1. Supérieure ou égale à 10t/j	80 t/j de déchets traités avec : 1 presse cisaille mobile de 450 t 1 presse à carton 1 broyeur à papier 1 broyeur à bois 1 affineur à bois 1 aplatisseur	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du Code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Batteries au plomb récupérées auprès de particuliers, garages, entreprises : 12 tonnes Équipements mis au rebut contenant des chlorofluocarbones, gros électro-ménager (GEM) froid 200123* : 1 tonne Quantité totale : 13 tonnes	A

2713-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ³	3 330 m ³	E
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	2 045 m ³ et 1600 m ³ de bois soit un total de 3645 m ³	E
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage, ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	440 m ² dédiés à l'activité VHU	E
1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Volume annuel distribué d'environ 110 m ³	D
2711-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	GEM hors froids à dépolluer GEM hors froids à broyer PAM total : 250 m ³	DC

A : Autorisation – E : Enregistrement – D : Déclaration – DC : Déclaration avec contrôles périodiques

Article 3 : Prescriptions complémentaires

En plus des prescriptions des arrêtés ministériels relatifs à ses activités et au classement de son site, l'exploitant se conforme aux obligations suivantes :

- la voie de circulation des engins est en permanence dégagée et libre d'accès ;
- les pompes de relevage permettant de répartir les eaux pluviales et les éventuelles eaux d'extinction dans les cuves de rétention sont autonomes dans leur fonctionnement, sans dépendre de l'alimentation générale en électricité du site ;

- le site dispose d'un système de détection incendie, transmettant l'alerte au personnel en capacité d'effectuer la levée de doute. Sa mise en service est opérationnelle au 1er avril 2026.

Article 4 : Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Article 5 : Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 6 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'Inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au Service interministériel de défense et de protection civile, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, à la Direction départementale des services d'incendie et secours de la Marne, à la Direction de l'Agence de l'eau

Seine-Normandie ainsi qu'à Monsieur le Maire de Châlons-en-Champagne qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société des Établissements Jean et Guy ROUGHOL dont le siège social est situé 1 rue Charles Cros – 51000 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.

Monsieur le Maire de Châlons-en-Champagne procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le **7 MARS 2026**

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Secrétaire Général par interim,**



Thomas MONTBABUT

